

## LES FÉDÉRATIONS DE L'A.I.T. ET LA COMMUNE...

A Paris, la Fédération de l'A.I.T. est, en septembre 1870, affaiblie, malgré «*quelques militants, Varlin, Theisz, l'ouvrier bijoutier Léon Frankel, Avrial, Combault, qui s'efforcent de reconstituer les sections désorganisées...*». Le collectif de la capitale a peu de ressources et Varlin constate, le 5 septembre, que «*les cotisations des sections ne se recouvrent plus*». Ceci prive le groupe de la possibilité de publier un journal, condition d'une expression autonome.

Cette situation est naturellement la conséquence de la guerre, des mois de siège, de la misère et du chômage.

C'est cependant dans les locaux de la Fédération, place de la Corderie du Temple, que le *Comité Central de la Garde nationale* se réunit, émanation de l'opposition à Thiers, composé à l'origine de personnes souvent inconnues, issues du peuple. Eugène Varlin, dans un premier temps, est le seul à comprendre la dynamique du mouvement en cours et à inciter les membres de l'A.I.T. à intégrer les compagnies de la Garde nationale, à y aller «*... non pas comme internationaux, mais comme gardes nationaux, et travailler à nous emparer de l'esprit de cette assemblée...*».

Il s'agit pour lui de convaincre Frankel et Pindy, réticents, qui «*...voient là un risque de compromettre l'Internationale...*».

### Cris et tâtonnements

Durant le premier trimestre de l'année 1871 la *Fédération parisienne* vit une période d'interrogations, voire de désarroi quant à sa capacité à analyser de manière collective et unifiée la lutte sociale qui agite la capitale. Aux élections du 8 février, le *Conseil fédéral*, associé avec la *Chambre fédérale des sociétés ouvrières* et le *Comité des vingt arrondissements*, présente une liste pour «*... affirmer vigoureusement ses vues sociales, annoncer l'avènement politique des travailleurs et la chute de la féodalité industrielle...*». Sur les six élus, seuls appartiennent à l'*Internationale* Malon et Tolain. Ce relatif attentisme est en décalage avec la perception qu'a la population en province où le soulèvement du 18 mars est ressenti comme une victoire de l'A.I.T., ceci indépendamment des faits.

Cette phase de tâtonnements théoriques et pratiques, en distorsion avec le mouvement réel, s'explique certes par l'état de la *Fédération parisienne*, mais elle révèle également une méthodologie politique qui conçoit l'organisation comme un lieu d'élaboration pour définir une stratégie et non comme une coquille vide ballottée par flots et se lançant dans l'action sans boussole. À l'issue d'une réunion de l'*Internationale parisienne* et de la *Chambre fédérale des sociétés ouvrières*, tenue le 23 mars, ces réserves disparaissent et le *Conseil fédéral* est désormais totalement impliqué dans le soulèvement révolutionnaire.

### L'AIT entre en piste

Un manifeste des sections et des délégués de la *Chambre fédérale des sociétés ouvrières* est adopté, il encourage les sections à participer aux instances de la Commune et aux élections du 26 mars, «*... Les internationaux cherchent à donner au mouvement communiste un programme, lignes directrices...*». Fournir une orientation, un cap à un mouvement parfois hétéroclite, telle est l'approche du groupe parisien. Le *Conseil fédéral* voit dans la Commune la concrétisation de l'idéal et du fonctionnement de l'Internationale, en particulier le principe fédératif reposant sur l'auto-administration des communes en tant que groupement des producteurs, selon les actes du Congrès de Bâle en 1869 qui avaient vu la victoire des collectivistes anti-autoritaires. L'investissement de l'A.I.T. sur Paris est alors prégnant, «*...dans la pleine conscience de son programme prolétarien...*». Les Internationaux sont là, «*fidèles à leur idéologie prolétarienne, [...], dressés contre les violences jacobines, préférant la réalisation progressive de leur programme économique aux*

*redondances théoriques et aux postures historiques*». Lors du scrutin du 26 mars, l'A.I.T. dispose d'environ un tiers d'élus, 23 sur 92, parmi lesquels Varlin, Theisz, Avrial, Camélinat, Malon, Pindy, Frankel, Dupont, etc... Des internationalistes dirige trois commissions à caractère économique: Camélinat est à la *Monnaie*, Murat et Perrachon aux *Contributions indirectes*, Cabra aux *Contributions directes*.

Dans le cadre de la Commune, deux tendances révolutionnaires cohabitaient à Paris. Les blanquistes représentés par Eudes, Rigault et Vaillant se prononçaient pour un État fort, ils militaient pour un socialisme autoritaire, une dictature du peuple au moyen de la constitution d'un *Comité de Salut Public*. Les collectivistes antiautoritaires prônent, quant à eux, la libre fédération des producteurs au sein de la Commune. En dehors de la section de l'A.I.T. les néo-jacobins, incarnés par Delescluze, vétéran de 1830 et 1848, se réfèrent à l'expérience de la première *Commune de Paris* sous la Révolution française. En mai, la décision des blanquistes de créer un *Comité de Salut Public* provoque une rupture avec les collectivistes. Une *Adresse du Conseil fédéral de l'A.I.T.* dénonce l'établissement d'une nouvelle dictature.

Notre objet n'est pas de réaliser une étude exhaustive de la Commune, nous noterons cependant que «... *Seuls les membres de l'Internationale et des sociétés ouvrières ont une doctrine économique et sociale définie... Sans leur gestion droite, la Commune n'aurait pas pu tenir aussi longtemps en face des attaques dont, dès le commencement d'avril, Thiers va harceler Paris...*». Sur tous les fronts, politiques, économiques, administratifs, militaires, les Internationalistes seront mobilisés, jusqu'au sacrifice ultime pour certains.

### **La province en écho**

À Marseille, une section de l'A.I.T. a été créée en 1867, d'inspiration bakouninienne, elle est animée par un ouvrier typographe: André Bastelica. Des groupes existent également à Aix-en-Provence, la Ciotat, La Seyne ou à Barcelonnette dans le massif alpin. À l'issue de la proclamation de la République une *Ligue du Midi* a été constituée, fédérant 14 départements, mobilisée sur la question de la *Défense nationale* face aux velléités des Prussiens d'envahir Paris. Ce mouvement est politiquement hétérogène, il proclamera le 31 octobre 1870 une *Commune révolutionnaire* qui prendra fin dès le 3 novembre. La réaction organisera le siège de la ville à partir d'Aubagne, procédant au bombardement de la cité phocéenne à partir de Notre-Dame-de-la-Garde qui sera rebaptisée Notre-Dame-de-la-Bombarde par les assiégés. La répression sera sans concession et l'une des figures locales de la révolte, l'avocat républicain Gaston Crémieux sera fusillé le 30 novembre 1871. Cet échec ne saurait surprendre, une lettre du 17 mars d'Alerini adressée à James Guillaume fournissait de précieuses informations sur la réalité marseillaise, «...*L'Internationale a subi ici comme ailleurs, les effets de la guerre: elle est passablement désorganisée, les uns sont partis comme francs-tireurs, d'autres furent mis dans la Garde nationale mobilisée...*». L'état de siège ne sera levé qu'en 1876.

À Lyon, il existe une Fédération de l'AIT, Albert Richard, venu du proudhonisme en est la cheville ouvrière. Des sections sont présentes dans des localités voisines comme à Vienne (filatures), Givors (verriers), Saint-Symphorien (ouvrières ovalistes qui ont mené en 1869 la première grève de femmes ouvrières). Le mouvement communaliste réunit ici des républicains radicaux et différentes tendances du mouvement ouvrier. Par deux fois le peuple se soulève. Dès le 4 septembre la population est mobilisée, Michel Bakounine rejoint Lyon et participe aux actions militaires. Cependant, sur le terrain, le rapport de forces n'est pas en faveur des organisations révolutionnaires comme en témoigne James Guillaume: «...*Bakounine arrivait donc dans une ville où régnait le gâchis, où les membres de l'Internationale n'avaient aucune notion claire de ce qu'il fallait faire, où les radicaux avaient la haute main, où les intrigants s'agitaient, prêts à trahir...*».

Cet affrontement se soldera par un échec, bilan qui permettra à Marx d'ironiser sur la naïveté des antiautoritaires. Le 22 mars 1871, «... *préparé en partie par Albert Leblanc, venu de Paris, et inauguré par 800 délégués de la Garde nationale au Palais Saint-Pierre, commença le mouvement...*». La destitution du Conseil municipal en place ne sera pas suivie d'une action s'inscrivant dans la durée. Dès le 25 mars, la tentative insurrectionnelle conduite par les internationalistes et les blanquistes sera close.

**Raphaël ROMNÉE, Syndicat CNT Poste 95.**